

info**M**atin

400 Fcfa

2^e année

Quotidien

L'actualité autrement



Nkuété

Kléda



Nintcheu

Kamto



Osih

Libii

Présidentielle 2018

Paul Biya : **seul**

contre tous dans

le Wouri

Dans un environnement difficile doublé d'un contexte particulier, le candidat du parti au pouvoir, vainqueur du scrutin du 7 octobre, a dû tirer son épingle du jeu dans la capitale économique. **P.3**

Réélection de Paul Biya

L'hon. Djomgoué au front

Le président-candidat obtient un bon score dans cet arrondissement où l'opposition est fortement implantée, au terme d'une campagne sagement menée. **P.4**



Performance
Le Pndp récompense 30 communes **P.10**

Changements climatiques
À la cadence de la coopération internationale **Pp.5-7**



Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur
**INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES
 ARTS ET MÉTIERS**

RENTREE ACADEMIQUE
12 Novembre
2018



- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaire, science et techniques biomédicales se poursuivent.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.
- Les inscriptions et le dépôt des dossiers se poursuivent dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkan

• **NOS FILIERES** •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /L/MINESUP/SG /DDES/ ESUP/SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm

PRÉSIDENTIELLE

Wouri : Biya seul contre tous

Dans un environnement difficile doublé d'un contexte particulier, le candidat du parti au pouvoir, vainqueur du scrutin du 7 octobre, a dû tirer son épingle du jeu dans la capitale économique.

Michel Tafou

Le scrutin présidentiel du 7 octobre continuera à hanter la vie politique du Cameroun pendant au moins un an encore. La réélection de Paul Biya est certes acquise, mais la compétition de cette année a laissé un goût contrasté, du fait des imbrications à la fois d'acteurs et de facteurs jusque-là ignorés, ou presque. Et le département du Wouri, poumon économique du Cameroun s'il en est, constitue de fait après le scrutin du 7 octobre, la meilleure grille de lecture pouvant permettre d'appréhender les batailles politiques de l'année prochaine, 2019. Notamment les législatives et les municipales prévues en octobre prochain. Qui tient Douala tient le Cameroun, a-t-on l'habitude de dire. Et qui tient le Wouri tient les clés du coffre-fort du pays, pourrait-on ajouter. C'est dire s'il s'agit de la circonscription



Nkuété

politique la plus convoitée du Cameroun. Ainsi, selon les chiffres de la Commission nationale des votes, le département comptait à lui seul, 657.976 inscrits à la clôture des opérations d'enrôlement, le 9 juillet et la convocation du corps



Kléda

électoral pour la présidentielle. Il s'agit du plus grand vivier de votants du pays. Mais aussi le plus indécis et surtout le plus frondeur. Au soir du 7 octobre en effet, on y avait enregistré 343.151 votants, dont 98.609 en faveur de Paul Biya. Le Wouri se



Nintcheu

classe 6^e national, au regard du nombre de suffrages exprimés en faveur du candidat vainqueur. S'agissant du Wouri, le score relève de la prouesse, au vu des convoitises, des contingences et autres aléas subjectifs.

Batailles

Évidemment, en dépit de sa supériorité numérique, le Wouri-frondeur, qui abrite la métropole économique, Douala, fut, avant et pendant la campagne présidentielle, l'épicentre des batailles pour les 9 candidats en lice. Fief jadis réputé du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc, au pouvoir), le département, du fait de son cosmopolitisme, renfermait à lui seul tous les enjeux politique, économique et plus tard sociologique pour certains. Ce département a donc cessé d'être la chasse gardée du pouvoir, pour se laisser séduire par d'autres courants idéologiques et calculs souvent inavoués. C'est depuis les berges du Wouri, par exemple, que le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) a décidé, depuis 5 ans, d'établir sa tanière. Il y compte son seul député à l'Assemblée nationale. Lazare Souob (Wouri-est) y siège aux côtés de ses voisins de circonscription, Jean Michel Nintcheu (Social Democratic Front-Sdf) et Ngahane (Rdpc). Le Wouri-centre est représenté à la Chambre basse par Albert Dooh Collins Kouoh, Marlyse Rose Douala Bell (Rdpc) et Joshua Nambangi Osih (Sdf) alors que Oscar Edimo Ndoumbe (très récemment transfuge du Sdf pour le Rdpc) et Joseph Hyacinthe Owona Kono (Rdpc)



Kamto

viennent du Wouri-ouest et du Wouri-sud, respectivement. Cette même variété politique, sans conteste la plus importante du Cameroun, se retrouve également dans les conseils municipaux de la circonscription. Laquelle a également été courtisée, et même relativement conquise, par le parti Univers qui semble, ici et au même titre que le Mrc, avoir fortement bénéficié d'un vote tribal. C'est au titre de cette approche sociologique que plusieurs voix du Rdpc se sont également éparpillées, encouragées en cela par les manœuvres pernicieuses du secrétaire général du comité central de la formation himself, Jean Nkuété. Il n'est plus un secret pour personne en effet, dans les



Osih

hautes instances du parti, que l'ex-secrétaire général de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) a tenu, de nuit à Douala, des réunions secrètes pour donner des consignes de vote aux ressortissants de son Ouest natal, en faveur de M. Kamto. Paul Biya a dû avoir sa survie dans le Wouri que grâce à la témérité d'un fidèle et non moins loyal, Laurent Esso qui, n'écoulant que son cœur, a sauvé l'essentiel. Également au titre des écueils connus par le candidat du Rdpc dans le Wouri, il convient de mentionner le travail de sape mené depuis toujours par l'archevêque métropolitain de Douala, Mgr Samuel Kléda, devenu par l'action, l'opposant



Libii

numéro 1 au pouvoir de Yaoundé. Pour qui sait l'influence que les princes de l'Église catholique exercent encore sur certaines ouailles, il ne serait pas exagéré d'affirmer que le non moins président de la Conférence épiscopale nationale (Cenc) a joué et joue encore un rôle néfaste à l'encontre de Paul Biya au plan national, et singulièrement dans la circonscription de son diocèse, Douala. Fin octobre 2019, les législatives et les municipales, c'est presque demain. À Douala, le Rdpc et son leader ont échappé à l'inondation lors de la présidentielle. Dans un an, si rien n'est fait, le pouvoir encourt la noyade dans les eaux du Wouri.

PRÉSIDENTIELLE 2018 - YAOUNDÉ II

Paul Eric Djomgoué mouille le maillot pour Paul Biya

Le candidat président obtient un bon score dans cet arrondissement où l'opposition est fortement implantée, au terme d'une campagne sagement menée.

Cédric Mbida

Le député du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) pour la circonscription politique de Yaoundé II, Paul Eric Djomgoué est connu pour son soutien indéfectible au président Paul Biya. Le parlementaire l'a une fois encore démontré pendant la campagne électorale, du 22 septembre au 6 octobre, bien que n'étant pas à la tête de la commission communale de campagne à Yaoundé II pour le candidat du parti au pouvoir. Afin de renforcer et consolider la stratégie de porte-à-porte, prescrite par le président national du Rdpc, l'élu de la nation a réuni, associations de jeunes, réseaux d'associations des femmes, syndicats des transporteurs et des mototaxis, commerçants et sauveteurs des marchés Mokolo, 8ème et Madagascar. Il n'a pas manqué de sensibiliser des leaders religieux, chefs des communautés vivants à Yaoundé II, chefs traditionnels et de quartiers, sans oublier des membres d'associations de la société civile. Avec tous ces groupes, le député a eu des séances de travail stratégiques et a donné des moyens matériels et financiers suffisants pour battre campagne en faveur de Paul Biya. Les sommes dépensées s'élèvent à des dizaines de millions de francs. Cet argent vient s'ajouter aux 10 millions remis à la commission départementale du Mfoundi alors qu'on lui en demandait



juste 1,5 million Fcfa. Et durant la campagne, Paul Eric Djomgoué n'a pas hésité à résoudre les problèmes auxquels font face les populations. Ainsi, ponts et adductions d'eau potables ont été construits. Des lignes d'électricité posées et le paiement des frais de scolarité fait pour rassurer les populations.

Engagement. Au-delà de ces groupes, un accompagnement quantitatif et

qualitatif aura également été apporté aux différents organes du parti sur le terrain. Là aussi, comme d'habitude, ce sont des dizaines de millions qui ont été investis pour accompagner les équipes de campagne. En plus de Yaoundé II, l'élu du peuple est allé renforcer les équipes de campagne à Yaoundé III, VI et VII, zones où il existe une forte concentration des communautés de l'Ouest. Cette action qui lui a été prescrite par Gilbert Tsimi

Evouna, a été menée avec maestria. Dans toutes ces circonscriptions, le député a déployé beaucoup de moyens matériels et financiers, et a su convaincre les uns et les autres à voter Paul Biya le 7 octobre. Et mercredi dernier, Paul Eric Djomgoué a reçu les félicitations de la société civile du Mfoundi II. Un méga meeting de remerciement au député a été organisé à cet effet. Car, il a alloué à ces associations de la société civile des moyens matériels et financiers pour battre campagne en faveur de Paul Biya.

S'il est un homme politique camerounais qui suscite beaucoup d'admiration sur toute l'étendue du territoire, c'est bel et bien l'honorable Paul Eric Djomgoué. Il est à la fois un bel exemple du vivre-ensemble et de générosité. Originaire de la région de l'Ouest, c'est pourtant dans le Centre, arrondissement de Yaoundé II où l'opposition est fortement implantée, qu'il a décidé de faire carrière en politique en militant aux côtés du parti au pouvoir. Vice-président de la commission communale de supervision de la campagne du candidat du Rdpc, Paul Biya, à la présidentielle du 7 octobre, il a abattu un travail de titan, aux côtés de l'ensemble de l'élite politique de son unité politique dont le président de la commission communale de campagne Séraphin Magloire Fouda, le maire Luc Assamba...

MARCHÉ LOCAL DU BOIS

Les espèces des forêts communautaires intéressent peu

Du fait des coûts de production très élevés, les sciages paraissent en petite quantité sur le marché national et ne sont pas compétitifs.

Annette Mindjié (Stagiaire)

L'État du Cameroun a initié les forêts communautaires en vue d'autonomiser les populations locales et assurer le bien être. Une autre vision était de donner l'opportunité à ces dernières de contribuer au développement local en exploitant les ressources issues de ces forêts là. C'est ainsi que de nombreux camerounais se sont investis dans la production du bois d'œuvre malgré l'existence d'autres services. Pour des besoins de transparence dans la gestion de ces richesses, l'administration forestière a prescrit un plan simple de gestion validée sur une superficie maximale de 5000 hectares. La réglementation camerounaise a alors exigé l'obtention d'un permis d'exploitation comme condition d'accès aux forêts communautaires, aux personnes désireuses de produire le bois d'œuvre portant sur un volume autorisé de 500 mètres cube. Selon le centre international de recherche forestière (Cifor), les coûts de production des sciages artisanaux issus des forêts communautaires sont supérieurs à ceux des sciages artisanaux informels. «Le transport à lui seul représente en moyenne 30% des coûts comprenant les frais de location du véhicule et l'ensemble des



paiements informels sur la route, d'où la profusion du bois d'œuvre illégal dans les différents marchés», explique le Cifor. En effet, les opérateurs de la filière artisanale informelle ne respectent aucune procédure dans le processus d'exploitation du bois d'œuvre au Cameroun. Par la force de la corruption et d'autres magouilles, ils parviennent à mettre une diversité de produits sur le marché afin de répondre au mieux, à la demande des consommateurs.

Défi. Sachant que l'accessibilité des marchés urbains est un critère déterminant pour le sciage artisanal informel, les opérateurs exploitent les forêts proches des centres urbains où ils sont appelés à acheminer leurs produits frauduleusement. «En limitant la distance entre les points de production et les points de vente, ils limitent par la même occasion le nombre de prélèvements informels auxquels ils seront assujettis sur le circuit de transport» explique le Cifor.

Le principal défi de la foresterie communautaire d'après lui reste celui de l'approvisionnement du marché local en sciages artisanaux d'origine légale. Par ailleurs, l'analyse de la transformation artisanale conduite par Plouvier et Al dans les marchés de Douala et Yaoundé en 2002 avance une production d'un million de m³, l'équivalent du bois rond dont 900 000 m³ destinés au marché local. Les travaux conduits par Cerutti et Lescuyer (2011) en 2009 suggèrent que le marché local absorbe environ 860 000 m³ de sciages parmi lesquels on recense 662 000 m³ provenant du sciage artisanal informel et 198 000 issus des unités de transformation industrielles. Une analyse des études menées par le même centre de recherche dans certaines forêts communautaires permet de constater que, le coût de production moyen de sciage dans les forêts communautaires est de 71 mille 310 francs Cfa/m³ contre 57 mille 300 Fcfa/m³ pour un exploitant artisanal informel. Ce qui fait une différence de 25% environ. De tels écarts au niveau des coûts constituent un handicap majeur pour la compétitivité des sciages des forêts communautaires sur le marché local.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

À la cadence de la coopération internationale

Les relations internationales constituent pour le Cameroun, un terrain fertile pour mieux prendre le taureau par les cornes, en matière de la lutte contre les changements climatiques. Pour ce faire, le pays n'a pas boudé de ratifier les différents accords y relatifs. Dans ce sillage, du 28 octobre au 1er novembre 2018, le Cameroun a eu l'insigne honneur d'organiser sur son territoire, notamment à Yaoundé, un atelier international regroupant les pays des régions de l'Afrique centrale, l'Afrique du nord et de l'ouest. Il était question de se partager des expériences dans le domaine pendant 4 jours ; mieux, tabler ensemble sur les solutions, les difficultés et les avancées en matière du plan de lutte. Sous le thème «Atelier d'Afrique centrale, du Nord

et de l'Ouest sur les rapports nationaux sur les changements climatiques, la gestion des projets et le développement d'un réseau régional Mrv», l'objectif était la mise à niveau des participants sur la compréhension de ce désastre naturel, en vue de mieux rédiger et soumettre périodiquement les rapports spéciaux. La cause, la majorité des pays rencontre des difficultés dans la rédaction des rapports nationaux (communications nationales et rapports biennaux actualisés dans les pays respectifs), faute d'une bonne interprétation des lignes directrices relatives à la gouvernance environnementale et climatique. Bien plus, au-delà de ce rendez-vous important, la réalité est que le gouvernement camerounais a déjà

tissé des partenariats bilatéraux avec d'autres États, à l'exemple d'Israël, pour acquérir des compétences nécessaires aptes à endiguer ces dérèglements climatiques. En effet, par le canal du ministère des Enseignements secondaires (Minesec), il opérationnalise l'opération «Green school», dont la cérémonie de lancement a eu lieu le 11 octobre à Yaoundé. L'initiative portée par l'association Schalom club Cameroon (Scc), l'un des fruits de la coopération avec l'État d'Israël. La phase pilote de l'opération se clôturera au mois de mars 2019. Dans cette lancée, votre journal a trouvé opportun de vous servir une vue panoramique du phénomène dans le pays, au moyen de la coopération internationale.

Quand la jeunesse est impliquée

Tordre le cou aux changements climatiques ou du moins s'adapter au phénomène en incluant le fer de lance de la nation, telle est la finalité recherchée par l'opération «Green school».

Carole Oyono
(stagiaire)

Le besoin demeure pressant, celui-là de réduire les gaz à effet de serre. Cette réalité, le Cameroun et ses partenaires internationaux l'ont bien compris. En effet, pour ce qui est de ses relations avec l'État d'Israël, des avancées sont notables sur la question. Et parmi les fruits de cette coopération, l'existence du Schalom club Cameroon (Scc), une association apolitique de Camerounais créée en 2015. Celle-ci vise à contribuer aux appuis nécessaires dans la recherche des solutions aux difficultés socio-économiques et culturelles que rencontrent les populations du Cameroun. Parmi les difficultés recensées, la lutte contre les changements climatiques figure en bonne place. Ainsi, dans ce sillage est née l'opération «Green school». Cette initiative vise la transmission des savoirs, des savoir-faire et des valeurs aux jeunes scolaires (élèves et étudiants), pour leur engagement à la lutte contre la désertification et les changements climatiques, ainsi qu'à l'aménagement d'espaces verts dans leurs cadres de vie. Il faut le dire, l'initiative se décline en deux principales composantes, une qui est techniques et l'autre pédagogique. Au niveau technique, il s'agit de



l'aménagement des espaces verts par la plantation des arbres fruitiers et la gestion des déchets par la fabrication du compost. Au niveau pédagogique, l'initiative est une réponse aux besoins actuels du système éducatif du Cameroun basé sur l'approche par compétence. Puisqu'elle représente un cadre de l'opérationnalisation des politiques actuelles de l'éducation, notamment en matière d'éducation à l'environnement. Du coup, l'enseignement ici va plus loin que les savoirs et les savoir-faire.

En d'autres termes, le savoir agir en protection environnementale est valorisé et les élèves sont davantage acteurs de leur apprentissage. Pour dire : l'approche par les compétences trouve ici une plateforme de sa mise en œuvre. Dans cet esprit, l'on se souvient alors de la 2^e édition de la «Cop chez nous» qui s'est achevée le 18 octobre dernier. L'atelier de deux jours, organisé par l'Association jeunesse verte du Cameroun (Ajvc) à Douala, consistait à former les mouvements de jeunes

camerounais et ceux de la sous-région en négociations internationales sur le climat. Un rendez-vous qui leur permet de préparer la participation à la 24^e conférence annuelle de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 24). Cette dernière qui se déroulera du 3 au 14 décembre prochains en Pologne.

Engagement. Le Cameroun a pris la plausible décision de réduire à hauteur de 32%, ses émissions de gaz à effet de serre, à l'horizon 2035. Cette date est celle à laquelle le pays ambitionne de devenir émergent. C'est pour dire que la lutte contre les changements climatiques fait partie des points saillants qui tracent le développement du pays. Ainsi, pour atteindre cet objectif, on peut bien se rendre à l'évidence que les jeunes s'y impliquent de façon non négligeable dans la gamme des mesures offensives prises par le gouvernement. La frange prend régulièrement des initiatives dans différents domaines. Que ce soit dans l'exploitation forestière, ou dans l'agriculture, en passant par le recyclage des déchets, la production de l'énergie solaire, les transports, entre autres, elle apporte considérablement sa pierre à l'édifice de lutte.

L'Homme responsable à 99,99%

En utilisant le modèle statistique, les chercheurs de l'Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle ont pu déterminer l'impact de l'homme sur les températures des 60 dernières années.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

Ce qui reste à faire

Dans l'optique de mieux gérer les changements climatiques au Cameroun -se manifestant entre autres par de faux démarrages de saisons des pluies, des inondations récentes, des sécheresses récurrentes- il faut une consolidation des mesures sérieuses qui ont jusqu'ici été prises. Il s'agit en premier, d'intensifier la sensibilisation de toutes les couches de la population, de la base au sommet, par une communication certaine à ce sujet. Chacun à son niveau détient un rôle à jouer dans la mise en œuvre de la stratégie d'adaptation. Sont concernés : les individus et les familles, les autorités traditionnelles et religieuses, les collectivités territoriales décentralisées, le secteur privé, la société civile, ainsi que les médias, les centres nationaux de recherche et les institutions académiques, l'État central et les services déconcentrés, les partenaires techniques et financiers internationaux. Dans la même lancée, les services d'alerte météo doivent être opérationnels sur l'ensemble du territoire. L'on se réjouit de ce qui se rapporte que le pays s'est investi pour la réhabilitation de 43 stations météorologiques ces deux dernières années. C'est une grande avancée dans la mesure où la fourniture de services climatologiques et météorologiques fiables et disponibles en temps opportun peut apporter des solutions pour prévenir des problèmes dans les secteurs des transports, de la sécurité alimentaire, de la santé, de la gestion des ressources en eau, de l'environnement côtier, de la gestion foncière et diversité biologique... Tout ceci ne saurait être d'une grande efficacité sans le changement de mentalité des populations, d'où l'importance de leurs inculquer les notions de respect de l'environnement dès le berceau.

Mamouda labaran

Nul n'est sans ignorer que la production des gaz à effet de serre est à l'origine du réchauffement climatique. Pour mesurer l'impact de l'action de l'Homme sur le phénomène, l'Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle (Csiro), grâce à un modèle statistique a pu démontrer que l'être humain est responsable de ce qui fait l'objet d'inquiétudes (Changement climatique) à 99,999%. Autrement dit, l'action de l'homme accroît la quantité d'énergie conservée dans l'orbite planétaire et donc, la température globale. Induits par une augmentation de la concentration des gaz à effet de serre, les changements climatiques ont des conséquences multiples et surtout, difficiles à cerner. À l'échelle régionale et même planétaire, le phénomène est à l'origine de la modification de la température, des précipitations et d'autres variables du climat selon les chercheurs. Au plan mondial, cela se traduit par une élévation du niveau moyen de la mer et par le prolongement des périodes de fortes chaleurs et d'inondations.

Calendrier. Le Cameroun qui n'est pas épargné paye déjà le tribut de ces changements dans toutes ses zones agro-écologiques. Pays agricole à 60%, ses populations vivent de l'agriculture de subsistance et cette dernière contribue à plus de 42% de son Produit intérieur brut (Pib). Mais depuis quelques années, le climat est devenu un véritable obstacle pour la production agricole à petite et à grande échelle. Les variations climatiques perturbent considérablement le cycle de production des espèces végétales par exemple. Les pluies n'arrivent plus au moment attendu, la chaleur est devenue forte et les producteurs ne maîtrisent plus du tout le calendrier de production. Les pluies peuvent arriver plus tôt ou très tard que prévu, avec des pluviométries fortes ou faibles et des chaleurs excessives affectant la qualité de production des cultures : croissance faible, maturité précoce, mauvais rendement, qualité du produit médiocre entre autres. «Le climat est devenu instable et il nous embrouille énormément.



Nous ne savons plus à quel moment il pleuvra ou il fera chaud. Nous sommes troublés et nos cultures aussi. Soit il pleut beaucoup et certaines cultures ne supportent pas l'abondance de l'eau, soit il fait très chaud et

cela brûle totalement nos plantes réduisant ainsi le rendement et la qualité de production. Les hommes doivent arrêter de détruire la couche d'ozone avec leurs usines et leurs véhicules car si rien n'est fait d'ici quelques années

nous risquons de mourir de faim... », interpelle un agriculteur, tout en prônant des mesures de lutte efficaces faute de quoi, l'humanité tout entière croulera.

Un encadrement juridique conséquent

Ils étoffent le cadre juridique permettant au pays de se mouvoir sur la question, par le respect de la parole donnée.

Rosine Elong
(stagiaire)

Le 09 mai 1992, la Convention cadre des nations unies sur les changements climatiques (Ccnucc) est adoptée au cours du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro par 157 États, auxquels il faut ajouter la totalité des membres de la communauté européenne. Celle-ci est la première tentative, dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (Onu) pour mieux cerner ce qu'est le changement climatique et tenter d'y remédier. Au regard de l'urgence de passer à l'offensive contre le phénomène, le Cameroun a trouvé bon de ratifier cette convention en 2004, parmi une kyrielle de 185 pays. Dans cette lancée, il a décidé de récidiver en la matière, en ratifiant le Protocole de Kyoto à la convention cadre, adopté le 11 décembre 1997 et entré en vigueur le 16 février 2005. Celui-ci est un accord international visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et qui vient s'ajouter à la Ccnucc dont les pays participants, se rencontrent une fois par an depuis 1995. Il visait à réduire entre 2008 et 2012, d'au moins 5% par rapport au niveau de 1990, la propagation de six gaz nocifs, notamment le dioxyde de



carbone, le méthane, le protoxyde d'azote et trois substitués des chlorofluorocarbones. Dans ce même sillage, lors de la session de Strasbourg en 1997, le pays a signé la Résolution de l'Institut de droit international (Idi), sur la responsabilité de l'État en cas de dommages causés à l'environnement. Par ailleurs, concernant l'Accord de Marrakech du 10 novembre 2001 (au Maroc), c'est à la septième Conférence des pays (COP7) que le Cameroun la ratifie. Cette dernière constitue l'ultime rencontre internationale dédiée à l'environnement avant la tenue du Sommet mondial sur le développement durable en 2002. Ceci étant, lors de l'assemblée générale de la Commission du droit

international (Cdi) d'octobre 2001, la commission juridique a produit un projet d'Articles portant sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite, applicable aux États membres de la Ccnucc. En outre, la Directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004, sur la responsabilité environnementale lie désormais le Cameroun en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages touchant notre espace vital. Sans oublier que le 11 décembre 2010, le pays a ratifié l'Accord de Cancun, lors de la COP16 dans l'État mexicain du Quintana Roo, où les relations et enjeux liant climat et biodiversité ont été rappelés

Dr Sylvain Blaise Ebode, président de l'association Shalom club Cameroon

«Planter les arbres contribue à réguler les changements climatiques.»

Interview réalisée par Carole Oyono
(stagiaire)

En quoi consiste brièvement l'opération «Green school»?

De prime abord, il y a lieu de mentionner que dans sa genèse, celle-ci demeure une activité initiée dans le plan d'action 2018 du Shalom club Cameroon (Scc), en faveur de l'éducation de la jeunesse. Le Scc qui est ici une association de camerounais aux expertises diverses, ayant bénéficié des programmes de formation de l'Agence israélienne pour la Coopération internationale au développement (Mashav) et d'autres institutions en Israël. L'opération consiste en effet, en une transmission des compétences aux jeunes scolaires, en matière de préservation de l'environnement et de développement des espaces verts à base d'arbres fruitiers et de plantes ornementales. C'est donc un cadre de transfert des aptitudes axé sur la valorisation des ressources naturelles et la protection de l'environnement, avec un effet stimulateur d'un esprit d'entrepreneuriat agricole au sein de cette frange scolaire.



Pourquoi avoir choisi de sensibiliser la jeunesse à la protection de l'environnement ?

Les jeunes sont des acteurs présents et des dirigeants à venir. Près de la moitié de la population camerounaise est constituée de personnes de moins de 15 ans (43,6 %, Bucrep 2010). La jeunesse scolaire constitue de ce fait, la population active à venir du pays. Ainsi, en investissant dans cette couche de la population, nous transmettons des valeurs, une culture de développement et de préservation de l'environnement à plusieurs générations de camerounais. Nous savons par ailleurs que dans le contexte de la société camerounaise, les jeunes sont les principaux acteurs de la gestion des déchets ménagers. Leur adhésion au tri des déchets scolaires et domestiques, puis à la fabrication du compost réduira significativement les problèmes de salubrité actuellement criards dans nos cités. En choisissant d'investir dans cette couche de la population, nous réglons les problèmes environnementaux du présent et de l'avenir. Sous un autre angle, point n'est besoin d'occulter le fait que le Cameroun est un pays à dominance agricole. Sensibiliser la jeunesse aux valeurs de développement agricole susciterait alors des vocations et favoriserait l'entrepreneuriat jeune à moyen et à long terme.

Quel rapport faites-vous entre la valorisation des ressources végétales et les changements climatiques ?

Il y a une relation étroite entre le couvert végétal et les changements climatiques. En effet, le réchauffement de la terre (facteur inducteur des changements climatiques) est dû à une accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, notamment le dioxyde de carbone (Co2) qui est par ailleurs un intrant dans le fonctionnement des plantes vertes. Ceci étant, en absorbant le Co2 atmosphérique par la photosynthèse, les plantes réduisent par là même la teneur des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, et partant le réchauffement de la terre et les changements climatiques. Par conséquent, planter des arbres contribue à réguler les changements climatiques.

Nous sommes à la fin de la première période d'exécution de l'opération. Quel bilan à mi-parcours pouvez-vous faire ?

La phase pilote de l'opération a démarré avec 10 établissements scolaires (francophones, anglophones et bilingues) du département du Mfoundi. Les représentants de ces établissements ont d'abord été formés aux techniques de plantation des arbres et de

cérémonie chacun des 10 établissements a reçu un don de matériel constitué : d'une brouette, d'une pelle, d'un seau, d'un plantoir, pour les encourager à perpétuer l'activité et à garder les bonnes attitudes acquises ; et des plants d'arbres fruitiers et ornementaux. Au terme de cette première réalisation, nous sommes satisfaits de la réponse des principaux acteurs de l'éducation et de la protection de l'environnement à cet appel. Nous remercions à l'occasion, les institutions du pays qui nous ont accompagnés, notamment le Minesec, le ministère de l'Éducation de base (Minedub), le Minfop, le Minepded et l'Irad. De vifs remerciements à l'ambassadeur d'Israël au Cameroun et aux services de l'ambassade qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite de cet événement. Nous sortons donc de cette première période avec un bilan satisfaisant, ce qui augure de meilleures perspectives.

Des ambitions de l'opération sur l'ensemble du territoire ?

La carte scolaire du Cameroun couvre les 10 régions du pays avec un total d'environ 23 000 établissements du primaire et secondaire. En tenant compte également de la grande diversité écologique du pays, avec l'appui et la participation de nos partenaires, nous comptons nous projeter sur l'ensemble des cinq zones agro-écologiques du Cameroun et principalement dans le Grand Nord, où une telle action contribuerait aussi à bloquer les effets de la désertification. Cette opération vise aussi et surtout l'ensemble de notre jeunesse dans un but clair, celui de les sensibiliser sur les problèmes cruciaux que vivent de manière générale les populations dans le monde. En effet, l'Afrique est le continent qui subit avec beaucoup de douleurs, les effets pervers des changements climatiques. Cette situation va perdurer si rien n'est fait dans les décennies et même les siècles à venir. Nous nous sommes inspirés des principes de développement de l'État d'Israël qui investit beaucoup dans l'éducation et la formation. C'est donc en réalité toute la jeunesse qui est concernée par cette opération qui vise surtout à engager une lutte qui va durer un temps assez long, et pour laquelle la contribution de tous est attendue. Le maître mot à retenir pour cette opération est : «Ne quittez pas l'humanité sans planter un arbre pour l'humanité»

valorisation des déchets. À ce jour, 19 représentants des lycées et collèges, 10 représentants des écoles primaires ainsi que deux inspecteurs nationaux du ministère des Enseignements secondaires (Minesec), en charge de la vie scolaire, ont bénéficié de la formation. Ensuite, grâce à l'ambassadeur d'Israël au Cameroun, 130 arbres dont 85 plantes fruitières et 45 plantes ornementales ont été offertes et plantées dans les 10 établissements avec l'assistance technique du Scc et de l'Institut de Recherche agricole pour le Développement (Irad). La phase pilote I de l'opération «Green School» se clôturera au mois de mars 2019, par la plantation de 170 arbres, voire plus. La première période de la phase pilote I a été marquée par la cérémonie solennelle de lancement de ladite opération, le 11 octobre 2018 au lycée général Leclerc de Yaoundé. Nous avons ainsi été honorés par la présence à cette cérémonie de Madame le ministre des Enseignements Secondaires, Pr Nalova Lyonga et celle de S.E. M. Ran Gidor, ambassadeur d'Israël au Cameroun, ainsi que celles des représentants du ministre des Forêts et de la Faune (Minfop), et du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable (Minepded). Au cours de cette

SECTEURS MINIER ET PÉTROLIER

Le gouvernement veut maximiser les recettes fiscales et douanières

Depuis le 29 octobre, se tient à Yaoundé, un séminaire de formation des responsables du ministère des Finances (Minfi). Réunis autour du thème «La chaîne de valeurs des secteurs minier et pétrolier, de l'exploration à l'exportation : techniques de prélèvements fiscaux». Il était question jusqu'à hier, précise le Minfi, d'outiller les acteurs pour une amélioration dans la mobilisation des recettes tout en luttant contre la fraude et l'évasion dans les secteurs minier et pétrolier, caractérisés par «une hétérogénéité des régimes fiscaux». Cette formation adaptée devrait permettre de tirer davantage profit des recettes de ces secteurs qui peuvent à coup sûr contribuer au développement du pays.

APPUI FINANCIER

Le Feicom au secours des municipalités

43 milliards de Fcfa, c'est le montant que la banque des communes, Fonds spécial d'intervention intercommunale (Feicom) a distribué aux Collectivités territoriales décentralisées (Ctd) en proie à des difficultés financières. L'annonce a ainsi été faite dans un communiqué rendu public mercredi, renseigne l'agence presse africaine. Selon le communiqué, les fonds ayant permis de réaliser des projets dans les domaines aussi variés que les infrastructures, l'éducation, la gouvernance, l'industrie, les services ou l'assainissement, proviennent des caisses de l'État dont 80% de cette enveloppe est issue de la fiscalité locale.

ACTIF BANCAIRE

Le montant total s'élève à 5 308 milliards de Fcfa

Dans un communiqué rendu public en octobre sur l'économie camerounaise, le Fonds monétaire international (Fmi) indique que l'actif total des banques représente 5 308 milliards de Fcfa en fin 2017. Soit, 26,8% du produit intérieur brut (Pib) et 40% du système bancaire de la Cemac, contre 23,1% du Pib en 2010. En 2017, apprend-on, les 4 plus grandes banques au Cameroun représentaient 59,2% du total des actifs. En outre, Yaoundé et Douala, les deux premières villes du pays, génèrent environ 90% du total des crédits et des dépôts bancaires.

DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE

Le Projet Central African Backbone reprend vie

C'est ce qui ressort de la sixième session du Comité national de pilotage, présidé le 30 octobre à Yaoundé par la Minpostel, Minette Libom Li Likeng.

Nadège Fouejio
(Stagiaire)



Avec la récente nomination du nouveau coordonnateur en charge du projet Central African Backbone (Cab), le programme phare pour le développement des infrastructures de télécommunications au Cameroun reprend vie après des mois d'hibernation, apprend-on. À cet effet, la ministre des Postes et Télécommunications (Minpostel) Minette Libom Li Likeng a tenu le 30 octobre à Yaoundé, une rencontre avec le Comité de pilotage dudit projet. Selon la Minpostel, par ailleurs présidente du comité de pilotage du projet Cab, depuis l'année 2017, le pays a connu une période d'hibernation suite à la fin du mandat de l'ancien coordonnateur. «Nous n'avons plus tenu les comités de pilotage, donc cette session est particulière», précise la ministre.

Baisse des prix. Cette sixième session a permis de faire le point sur les retombées du projet Cab pour le Cameroun en termes de télécommunications et d'Internet. Ainsi souligne Minette Libom Li Likeng, «le projet Cab, notamment la composante pays avec le financement de la Banque africaine de développement (Bad) qui concerne la construction des infrastructures, va apporter 1 000 km de fibre optique au Cameroun. Rien qu'à partir de cela, on sera plus connecté et on aura la large bande disponible et automatiquement, les prix vont

baisser». Il va également «permettre de relier les pays de la sous-région, notamment le Congo, la Centrafrique et le Nigeria. La traversée des zones qui vont être couvertes par le projet va permettre d'amener les populations qui y vivent à avoir accès au digital à travers les télécentres qui vont être créés», souligne le nouveau coordonnateur, Pierre Paul Bissombi. L'on apprend qu'au cours de cette rencontre, pour le bon suivi du projet, des mesures ont été prises en vue d'atteindre les objectifs visés, notamment l'accès à Internet par le plus grand nombre de Camerounais. Selon la Minpostel, ce projet, constitué d'une composante régionale et d'une composante pays, a pour objectif de contribuer à la réduction du coût élevé des télécommunications et techniques de l'information et de la communication (Tic) sur le climat des affaires dans la sous-région, à la création d'emplois sous toutes ses formes et à l'extension de la production des biens et services contribuant à la réduction de la pauvreté. Pour rappel, la composante pays, chargée de la mise en œuvre de ce projet est le Comité de pilotage national dont le rôle est de veiller à sa bonne exécution. Il est financé par l'État du Cameroun, concurremment à la Banque africaine de développement (Bad) et le Fonds pour l'environnement mondial (Fem).

JOURNÉE MONDIALE DES VILLES

L'Unesco pour une urbanisation à visage humain

L'institution Onusienne a invité les pays mardi, à limiter les destructions des biens publics et privés en milieu urbain.

A.M
(stagiaire)

Dans le cadre de la célébration de la journée mondiale des villes, l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a accueilli hier, à son siège, des maires, des conseillers municipaux, des artistes du monde entier pour une série d'événements visant la promotion d'une gestion de la ville qui soit durable, inclusive et centrée sur l'humain. Placée sous le thème «Bâtir des villes durables et résilientes», cette journée était une occasion pour les États de prôner «une urbanisation de l'urbanisation» comme un impératif à l'heure où les villes continuent de se peupler. Idem pour l'Unesco qui trouve qu'«il est important que les villes soient en capacité de faire face aux risques de catastrophes, de protéger leurs habitants et de limiter les dommages et la destruction de biens publics et privés».

Pour un développement durable. Au Cameroun, le ministère de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu), qui n'était pas en marge de la célébration, a organisé un atelier dans la salle de réunion de l'immeuble ministériel n° 1. Les travaux étaient axés sur le nouveau programme sur les villes, la politique urbaine nationale, la politique nationale de l'habitat et sur les Objectifs de développement durable (Odds) urbains. Plus de 80 responsables des services centraux et déconcentrés du Minhdu, ceux des

autres départements ministériels, les représentants des collectivités territoriales décentralisées, des sociétés parapubliques, des associations professionnelles et celles de la société civile y ont pris part. Cet atelier a en même temps clôturé le mois baptisé «Octobre urbain», dont le lancement a eu lieu le 1er octobre, à l'occasion de la journée mondiale de l'habitat. Il a été question pour les principaux acteurs de discuter sur les questions urbaines et le développement durable, surtout que l'édition 2018 de la journée consacrée à la ville promeut une action climatique efficace dans les zones urbaines et reconnaît que le développement durable ne peut être réalisé sans mesures d'atténuation et d'adaptation. D'après l'Unesco, 3,9 milliards de personnes vivent en ville aujourd'hui, soit la moitié de la population mondiale et leur nombre devrait atteindre cinq milliards d'ici 2030. Lors de sa 51e assemblée générale tenue en 2016, la Banque africaine de développement a prêté que d'ici 2050, deux tiers (2/3) des africains devraient vivre dans les villes. Les formes que prendra alors l'urbanisation dans le continent seront déterminantes pour sa croissance et son développement. Voilà pourquoi à travers une série d'événements organisés, l'institution Onusienne a sensibilisé l'opinion sur les défis posés pour une urbanisation rapide.



PRÉPARATION COUPE DU MONDE URUGUAY 2018

Les Lionnes cadettes battues 0-6 par le Brésil

L'équipe du Cameroun s'est inclinée mardi au cours de la rencontre d'évaluation avant la compétition qui débute le 13 novembre.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

Ce rendez-vous sportif a permis au sélectionneur d'apprécier le niveau de son équipe dans les conditions de grande compétition. Il ressort de ce match que l'équipe de Stéphane Ndzana connaît des difficultés au niveau du bloc offensif qu'il compte corriger dans les 13 jours avant le début de la compétition. D'autres réglages doivent également être effectués selon l'entraîneur. «Ce n'est pas le score qui était important pour nous, mais de voir les filles jouer et savoir qui peut vraiment défendre les couleurs en titulaire. Nous avons vu les défaillances et nous allons les rectifier. Nous allons retravailler au niveau de la défense, sur le pressing, et changer certaines joueuses pour la performance que nous voyons», a-t-il confié au terme de la rencontre de mardi. Mais cette lourde défaite n'affecte pas l'état d'esprit des joueuses qui assurent, à travers leur capitaine, la cohésion du groupe. «Nous



restons sereines pour la suite de notre préparation et nous comptons corriger ce qui n'a pas marché», a confié Viviane Mefire.

Relever le défi. Le Cameroun va évoluer dans la poule C, constituée des favoris avec une première rencontre face aux États-Unis, champions de la Confédération de Football

d'Amérique centrale et des Caraïbes, la Corée du Nord, championne du monde en titre et l'Allemagne vice championne d'Europe. Stéphane Ndzana, l'entraîneur de l'équipe, a donné ses impressions au poste national au lendemain du dévoilement des affiches. «On a l'Allemagne qui cause beaucoup d'ennuis et la Corée

du nord qui est tenante du titre. Ça dépendra de la préparation, mais je crois que nous avons une équipe capable et nous sommes très ambitieux», a-t-il déclaré. Pour Viviane Mefire, capitaine de l'équipe, l'expérience nécessaire a été acquise durant les précédentes compétitions. «Depuis la qualification, on attendait de connaître nos adversaires, question de jauger et de savoir dans quel état d'esprit on devait se préparer. L'Allemagne était dans notre poule en Jordanie et nous avons été battus par 3 buts à zéro. La première fois, nous étions des novices et au-delà de l'échec nous avons beaucoup appris et je pense qu'on a déjà un peu d'expérience pour pouvoir tenir tête à ces grandes nations», a expliqué la capitaine, qui pense que si le Cameroun participe à ce rendez-vous des meilleures, c'est parce qu'il a des arguments à faire valoir.

CHAMPIONNATS DU MONDE SÉNIOR DE SAMBO

Les athlètes attendent leurs visas

Actuellement en stage, l'équipe doit s'envoler dans les jours à venir à destination de la Roumanie où elle prend part à la compétition qui débute le 8 novembre.

M. T
(stagiaire)

Pour regroupement, 20 sambistes prennent part aux entraînements. Ce qui se soldera par la sélection finale des 10 meilleurs, qui prendront part au championnat du monde de sambo sénior prévu en Roumanie du 8 au 12 novembre 2018. Après deux autres phases de préparation physique, technique et mentale, les athlètes et les encadreurs sont pour la plupart en ce moment préoccupés par leurs différentes procédures de voyage. «Nous restons sereins et plaidons pour que les facilitations de voyage soient faites afin que nous puissions nous rendre en Roumanie et défendre le titre de 3e», a confié Dechantal Fokou. Selon le président de la fédération camerounaise de nambudo et sambo, Maître François Mbassi, la délégation est en attente des facilitations du gouvernement qui prend



toujours en charge ce volet voyage. Ces athlètes, pour la plupart, ont été de la délégation ayant pris part au championnat d'Afrique de Hammamet en juin, où ils ont été couronnés vice-champions en équipe, notamment Claude Kouamen (plus de 100Kg),

Messi Louis (moins de 82Kg), Fokou Dechantal (plus de 80 Kg), Fopa Bibienne (moins de 64kg), Tchamou Michael (moins de 90kg), Batamag Bertrand (moins de 82kg), Mbollo Luc (moins de 68kg), Michael Tchamou de la catégorie moins de 90 kg entend donner le meilleur

de lui-même à Bucarest. «J'ai un défi à relever cette année qui est de revenir avec la médaille d'or en Roumanie même s'il faut y laisser un bras je reviendrai avec la médaille d'or», a-t-il déclaré au terme de sa sélection en régionale. Dechantal Fokou, dans la catégorie des moins de 80 kg féminine quant à elle, plaide pour une bonne préparation, gage de toutes distinctions. «Le seul souhait des Camerounais c'est que le gouvernement nous permette de faire de vrais stages préparatoires et le reste suivra». Les doubles vices champions d'Afrique en équipe seront aux côtés d'une cinquantaine de délégations du monde dans chacune des compétitions. Il faut rappeler que le sambo est un art martial et un sport de combat d'origine russe, et qui est un mélange de judo, de karaté, de lutte et de boxe.

Brèves

ÉQUIPE U17 DU BÉNIN

Six à douze mois de prison pour avoir falsifié l'âge

Avec la complicité de plusieurs responsables de la Fédération béninoise de football, dix joueurs de l'équipe cadette ont menti sur leur âge pendant la phase de qualification de la Can Tanzanie 2019 des moins de 17 ans. Ceux-ci ont été interpellés à leur descente d'avion en provenance de Niamey, et début septembre l'équipe a tout simplement été exclue de la compétition. Un tribunal de Cotonou a condamné les joueurs mardi à une peine de six mois d'emprisonnement dont un mois ferme. L'ancien président de la Fédération de football béninois, Anjorin Moucharaf, a quant à lui, éclopé de 12 mois d'emprisonnement dont deux fermes.

CAN 2019

Jeremy Morel jouera pour Madagascar

Le sélectionneur de Madagascar, Nicolas Dupuis, a annoncé que le défenseur de l'Olympique Lyonnais s'est engagé à porter les couleurs de Madagascar lors de la Can 2019. Âgé de 34 ans, le joueur de mère française (île de la Réunion) et de père malgache qui a 12 ans de carrière en Ligue 1, n'a jamais été convoqué à l'équipe de France. Ravi de pouvoir compter sur «un défenseur de métier», Dupuis a annoncé que Morel disputerait donc la Coupe d'Afrique des nations avec la sélection de Madagascar, du 15 juin au 23 juillet prochain au Cameroun. La sélection malgache, qui a obtenu son tout premier ticket de qualification pour la phase finale de la Can lors de la 4e journée des éliminatoires, n'avait jamais dépassé les tours préliminaires jusqu'ici.

CAN FÉMININE 2018

Le Ghana enchaîne les matchs amicaux

Alors que les Lionnes indomptables ont terminé hier leur regroupement au Centre d'excellence de la Caf, après avoir perdu en finale du tournoi Cosafa et corrigé par la France en match amical le 9 octobre (6-0), le Ghana quant à lui va livrer 3 matchs amicaux dans les prochains jours. Logées dans la même poule que les Camerounaises, les Algériennes et Maliennes, les Black Queens affronteront la Zambie, le Kenya et l'Afrique du Sud avant le début de la compétition le 17 novembre.

PERFORMANCE

Le Pndp récompense 30 communes

Elles ont reçu les primes à elles destinées, mercredi à Yaoundé, au cours d'une cérémonie présidée par le Minepat, Alamine Ousmane Mey.

Henri Bomba et Nadège Fouejio
(stagiaire)

Le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey a présidé, mercredi 31 octobre dans un hôtel de la capitale, la cérémonie officielle de remise de primes aux communes lauréates de la 2^{ème} édition du guichet de performance du Programme national de développement participatif (Pndp). Au total, 30 communes, donc 3 par région, ont été retenues pour recevoir cette manne financière sur le fondement des critères de performance et de progressivité. L'idée du guichet de performance du Pndp est de récompenser celles qui se sont illustrées par un management de qualité, apprend-on. Deuxième du genre, la cérémonie de mercredi, après avoir tiré les leçons de la première, apporte des innovations. Ainsi, la compétition entre les communes ne se fait plus par catégories basées sur les comptes administratifs. Bien plus, une prime d'une valeur de 25 millions Fcfa par commune, récompensant les communes ayant effectué la meilleure progressivité entre 2017 et 2018 a été introduite. En présence de plusieurs membres du gouvernement, ainsi que des partenaires au développement, lesdites primes ont été remises aux



lauréates, soit 50 millions pour la première et 25 millions pour la seconde sur le critère de la performance. À côté de ces deux, une troisième bénéficie de 25 millions sur la base de la meilleure progressivité. Au guichet de performance du Pndp, l'on explique que ces récompenses entrent dans le cadre du renforcement de la gestion des Finances publiques locales, ainsi que les processus participatifs de

développement au sein des communes, en vue de garantir la fourniture des infrastructures et services socio-économiques durables et de qualité. Pour cette édition 2018, sur les 360 communes que compte le Cameroun, 336 ont participé à ce guichet de performance institué au sein du pndp.

Usage. Pour les lauréates, cette compétition est une reconnaissance

adressée aux collectivités, afin de donner une grande impulsion au développement local. «Être lauréate dans une édition de guichet performance de la République est un motif de satisfaction, parce que le travail que nous abattons est reconnu, ce qui fait la fierté de ma commune», confie la maire de la commune d'Angossas, Anne-Marie Tsitsol. Et d'ajouter «Avec cet argent, je vais équiper l'auberge municipale en cours de construction par le Pndp et je vais l'électrifier au solaire. Voilà les deux projets pour lesquels je compte utiliser cet argent». Pour le maire de la commune d'Ayos, Francis Zizi Samba, le prix reçu par sa commune va contribuer au renforcement de la gestion des Finances publiques locales. «L'idée c'est de nous hisser au sommet, nous allons continuer de travailler, parce que nous pensons que nous devons résolument nous arrimer à la bonne gouvernance. Aux bonnes pratiques de management dans nos collectivités parce que l'émergence et la décentralisation, c'est pour le bonheur des collectivités». À noter que par rapport à l'édition précédente, le taux de participation a légèrement baissé du fait de l'inaccessibilité de certaines communes pour des raisons d'insécurité des régions concernées.



OBSÈQUES DE

Mme MBALA née MEKONGO OYIE Marie Thérèse

Faire-part

- La Grande famille MVOG FOU DA MBALA à Onana-bessa par Ngomedzap
- La Grande famille NVOG TSOUNGUI MBALLA à Ngoumou I par Mbankomo ;
- La famille TOUNGUI Bernard ;
- La famille OYIE Cécile ;
- M. MBALA Philippe, enseignant, cadre d'appui à l'IAEB de Ngomedzap, Zomlo'o des NVOG FOU DA MBALA de Onana-bessa
- Les enfants, petits enfants et arrière petits enfants ;
- Les beaux fils et belles-filles

Ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur fille, épouse, sœur, mère grand-mère, arrière grand-mère, belle-mère,

Mme Mbala née MEKONGO OYIE Marie Thérèse,

survenu le 08 octobre à l'Hôpital central de Yaoundé des suites d'une longue maladie

Programme

Du 8 Octobre 2018 AU 1er Novembre 2018
Recueillement tous les soirs au domicile familiale sis à Onana-Bessa

Vendredi 2 Novembre 2018
12h00 : levée de corps à la morgue de L'Hôpital JAMOT DE Yaoundé ;
15h00 : arrivée et installation de la dépouille au domicile familial sis à Onana-Bessa en passant par Olama dans l'arrondissement de Ngomedzap
20h00 : messe et veillée avec corps jusqu'à l'aube.

Samedi 03 Novembre 2018
9h00 : début des cérémonies traditionnelles (Nsili Awu) ;
13h00 : messe
14h30 : inhumation
15h00 : collation
Fin des cérémonies.

OBSÈQUES DE

DJADJO Emmanuel



Faire-part

La grande famille TA'A Kouamou à Batchingou
 La grande famille Kemegni Génévrière à Bafang
 La grande famille TA'A Koumdjeu à Batchingou
 La grande famille TA'A Djatchie à Batchingou
 La grande famille TA'A Mbeu Djeyack à Batchingou
 La grande famille TA'A Mbeu Nguewo S. à Batchingou
 La grande famille Kouasseu à Bamenda
 La grande famille Mbeu Titcho Roméo à Loum
 La grande famille Nguewo Madeleine à Loum
 La grande famille ZA'A-Leu à Batchingou
 La grande famille Tchiengang Jeannette à Yaoundé
 La grande famille Meyoupou Madeleine à Douala
 La grande famille Simé Esther à Moumé
 La famille Kwayep Hermine à Manjo
 Veuve Djadjo Sidonie à Douala

M. Tioumouo Elie à Yaoundé
 M. Tchuisseu René à Batchingou
 Mme Youmbi Hortense aux Usa
 M. Ngoumou Richard à Douala
 Mme Tchekambou Esther à Usa
 Mme Kemadjou Désiré à Ndougué
 Mme Djomo Héloïse à Douala
 Tchuikoua Djadjo Samira, Noudo Djadjo Miguel, Tchiegue Djadjo Elvira
 Djomo Djadjo Senghor à Douala
 M. Mougang Éric à Douala
 M. Youmda Callice Martial à Douala
 Majesté Noudjio, Mme et leurs enfants à Yaoundé

Ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur fils, frère, époux, père, beau-père, grand père et beau fils

M. DJADJO Emmanuel

survenu le 23 octobre 2018 à Douala de suite d'une longue maladie

Programme

Du mardi 22 octobre 2018 à mercredi 31 octobre 2018
 Recueillement tous les soirs au domicile du défunt sis au quartier Log-Mayangui

Jeudi 1er novembre 2018
 15h 00 : levée de corps à l'Hôpital Tergal de Douala
 16h 00 : arrivée et installation de la dépouille à son domicile
 20h 00 : messe suivie de la grande veillée jusqu'à l'aube

Vendredi 2 novembre 2018 04h 00
 : départ du cortège funèbre pour le village natal à Batchingou (Tousseu)
 10h 00 : arrivée et installation de la dépouille
 20h 00 : messe, suivie de la grande veillée jusqu'à l'aube

Samedi 03 novembre 2018 08h 00
 : mise en place des délégations
 10h 00 : début de cérémonie
 Office religieux
 Témoignages
 Inhumation
 Collation

Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur



Institut Supérieur
des Sciences, Arts et Métiers

**INSTITUT
SUPÉRIEUR DES
SCIENCES
ARTS ET
MÉTIERES**

- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaires, science et techniques biomédicales se feront uniquement par voie de concours écrits.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.

Les dossiers sont déposés dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkam
Les concours auront lieu simultanément à l'ISSAM et à l'UNIVERSITE DE DOUALA

Dates de Concours: le Samedi 25 Août 2018 et le Samedi 22 Septembre 2018



• NOS FILIERES •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /I/MINESUP/SG/DDES/ESUP/SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm